

REGION PAYS DE LA LOIRE
Objectif spécifique 1.1 - Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental
<p>Stratégie en Région</p> <p>La pêche ligérienne est reconnue pour sa diversité et son importance à l'échelle nationale. Qu'elle soit à pied, embarquée sur les eaux douces ou maritimes, la filière participe pleinement au développement économique et à l'attrait touristique des Pays de la Loire. Afin de conserver ce secteur économique traditionnel, la pêche doit être mise en avant pour attirer et créer de nouvelles vocations et, ainsi, assurer le renouvellement des générations. Les débarquements effectués en criées ligériennes permettent à la région de se classer en seconde position à l'échelle nationale sur la valeur des produits pêchés. Aux espèces nobles et multiples, s'ajoutent les coquillages pêchés et les poissons d'eau douce. L'amélioration de la qualité de l'ensemble des captures (investissements à bord et à terre) doit être mise en avant en Pays de la Loire. Enfin, la filière halieutique ligérienne a déjà pris part dans la lutte contre le réchauffement climatique et la limitation de son incidence sur l'environnement. Celle-ci sera renforcée dans le cadre du FEAMPA.</p> <p>Pour réaliser cette ambition, la stratégie retenue en région prévoit d'axer le soutien du FEAMPA vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide à l'installation de jeune pêcheur. - Les opérations de modernisation des outils de production, à terre ou en mer, afin d'améliorer les conditions de travail et de vie des professionnels, l'efficacité énergétique et la qualité des produits pêchés. - Les opérations collectives qui rendent la filière régionale plus durable et résiliente.
<p>Références réglementaires</p> <p>Articles 14, 15, 16, 17, 19 du règlement (UE) 2021/1139</p>
<p>Types d'actions concernés (TA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche - Conseil et formation - Investissements dans les ports de pêche - Recherche et innovation - Communication/ Sensibilisation - Installation jeunes pêcheurs - Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.paysdelaloire.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les bénéficiaires**1) Soutien aux entreprises**

- Une entreprise de pêche professionnelle (code NAF 0311Z : pêche en mer (y compris pêche à pied) et 0312Z : pêche en eau douce) et justifiant d'un droit de pêche, excepté pour les demandes des jeunes pêcheurs en première installation (personnes physiques ou morales constituée uniquement de personnes physiques éligibles) ;
- Les structures qui exercent, défendent, ou promeuvent la filière pêche professionnelle, dont comité régional des pêches, organisation de producteurs (OP), association d'OP, association, syndicat professionnel, etc.

2) Soutien aux investissements portuaires

- Les concessionnaires des ports de pêche et les gestionnaires des halles à marée ;
- Les entreprises privées, les organisations de pêcheurs ou autres bénéficiaires de projets collectifs, les collectivités territoriales, leurs groupements, qui portent et financent un projet, pour un usage collectif, sur le domaine public portuaire.

3) Soutien à l'innovation et aux actions collectives

- Les organismes de recherche ou établissements d'enseignement et de recherche ; - Les instituts et centres techniques ;
- Les structures qui exercent, défendent, ou promeuvent la filière pêche professionnelle, dont comité régional des pêches, organisation de producteurs (OP), association d'OP, association, syndicat professionnel, etc. ;
- Les collectivités territoriales et leurs groupements qui portent et financent un projet pour un usage collectif ;
- Les entreprises ou groupement d'entreprises de pêche, dans le cadre d'un partenariat avec un organisme de recherche ou un institut/centre technique, pour un projet d'innovation.

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les opérations

1) Pour les investissements individuels ou collectifs en lien avec l'activité de production :

- Pour les investissements individuels :
 - Cohérence des dépenses présentées avec le plan d'entreprise ;
 - Pour les opérations concernant des navires de pêche maritime embarquée : navires immatriculés dans un quartier maritime ligérien ;
 - Pour les opérations des pêcheurs à pied : permis en vigueur au moment de la demande d'aide délivré par les DML ligériennes (44 ou 85) ;
- Pour les opérations concernant des navires de pêche en eaux intérieures :
 - Investissements à bord : porteurs ayant des autorisations de pêche sur les plans et cours d'eau ligériens (exemple : lots) et dont le siège social est en Région Pays de la Loire.
 - Investissements à terre : le dossier doit être déposé là où l'opération se déroule
- Pour les investissements collectifs : Démonstration du lien avec une demande professionnelle locale.
- Pour les projets portuaires : Cohérence des projets avec le Plan Régional d'Organisation et d'Equipe ment des Ports de Pêche ligériens (PROEPP).
- Pour les projets de vente directe des produits de la pêche maritime embarquée : le porteur doit être une structure de production, et, pour la pêche maritime embarquée, les captures doivent obligatoirement avoir été enregistrées en criée.

2) Pour les opérations collectives d'amélioration des connaissances ou d'innovation :

- Au moins une entité professionnelle impliquée dans le projet (entreprise ou structure professionnelle), en tant que chef de file, partenaire ou acteur associé dans le cadre d'une collaboration - La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans

Critères de sélection

La sélection s'appuie sur des grilles de notation (annexées pour information) faisant appel aux critères de sélection suivants :

1) Investissements par les entreprises

- Le porteur est un nouvel installé
- Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices
- Le projet permet d'améliorer la valorisation des produits pêchés (voir détail en annexe) - Amélioration des conditions de travail, de la santé et/ou de la sécurité
- Création d'emplois salariés
- Le projet permet d'améliorer les performances environnementales de l'entreprise (voir détail en annexe)

2) Acquisition d'un premier navire de pêche

- Retour sur investissement
- Valeur ajoutée annuelle générée par le projet
- Expertise du navire
- Création d'emplois

3) Investissements collectifs

- L'opération concerne un nombre significatif d'entreprises du secteur d'activité ciblé ($\geq 5\%$) - L'opération permet d'améliorer la rentabilité des entreprises
- Le projet permet d'améliorer la valorisation des produits pêchés (voir détail en annexe)
- Amélioration des conditions de travail, de la santé et/ou de la sécurité
- Le projet permet d'améliorer les performances environnementales de l'entreprise (voir détail en annexe)

4) Projets portuaires

- Prise en charge de l'ensemble des produits débarqués
- Contribution à la transition écologique des ports et à la réduction de l'incidence des activités portuaires sur l'environnement
- Amélioration des conditions de travail et de sécurité dans les ports de pêche
- Création ou amélioration de synergies entre les infrastructures portuaires à l'échelle régionale
- Amélioration de la prise en charge des produits et valorisation de la qualité assurée par le producteur

5) Projets collectifs

- Qualité du consortium et de l'organisation
- Qualité du projet (les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu)
- Réponse aux principaux enjeux de la filière pêche ligérienne : lutte contre le changement climatique et diminution des impacts environnementaux / attractivité du métier / valorisation des produits/innovation produit ou procédé montrant des perspectives réelles sur le marché
- Diffusion des résultats, notamment à destination des filières
- Professionnels associés au projet

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire.

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons
- Entités favorisant la durabilité sociale
- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition - Emplois créés

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE I – GRILLE DE SELECTION POUR LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		Maxi
A. Favoriser l'installation	10	Le porteur est un nouvel installé (a créé son entreprise il y a moins de 5 ans avant la demande d'aide)	0	Non	10
			10	Oui	
B. Améliorer les performances économiques des entreprises	30	Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices	0	Non	15
			15	Oui (ou nouvel installé)	
		Le projet permet d'améliorer la valorisation produits pêchés :	0	Non	15
		(a) Diversification des espèces pêchées et/ou de la pratique de pêche	5	Oui, grâce à 1 volet	
		(b) Diversification des marchés ciblés (c) Amélioration de la qualité des produits pêchés (d) Certification ou labellisation des produits pêchés (SIQO, écolabel, marque collective, ...)	15	Oui grâce à 2 volets ou plus	
C. Améliorer la performance sociale des entreprises	30	Amélioration des conditions de travail, de la santé et/ou de la sécurité	0	Non	15
			5	Oui - basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	
			15	Oui - l'opération permet une amélioration des conditions de travail, santé/sécurité d'après la bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. CARSAT, ergonomes, organisme scientifique ou technique)	
		Création d'emplois salariés	0	Non	15
			5	Oui - moins 1/10e des emplois initiaux (y/c le patron)	
D. Améliorer la performance environnementale des entreprises	30	Le projet permet d'améliorer les performances environnementales de l'entreprise grâce à : (a) l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures ou équipements (dont carburant) (b) la réduction des déchets / rejets (ex : sélectivité) (c) la valorisation des déchets / rejets (dont co-produits et captures non désirées) (d) le recours à des équipements issus de l'économie circulaire (e) le recours à une énergie vertueuse	15	Oui - plus de 1/10e des emplois initiaux (y/c le patron)	30
			0	Non	
			10	Oui, grâce à 1 volet	
			20	Oui, grâce à 2 volets	

V1 validée le 01/07/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et 14/03/2022 (Instance partenariale régionale)

		(f) des investissements visant à obtenir une certification environnementale (g) à d'autres actions réduisant l'impact négatif ou améliorant l'impact positif de l'activité sur l'environnement (ex : impacts sur les fonds marins, etc.)	30	Oui, grâce à 3 volets et plus	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 30/100					
Bonification de 10% si le projet atteint le nombre maximal de points dans un des critères surlignés en vert					

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE II – GRILLE DE SELECTION POUR L'AIDE A L'INSTALLATION DES JEUNES PÊCHEURS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		Maxi
A. Soutien à des projets économiquement viables	30	Retour sur investissement	0	> 15 ans	15
			10	entre 10 et 15 ans	
			15	<10 ans	
		Valeur ajoutée annuelle générée par le projet (à l'horizon N+2)	0	La valeur ajoutée n'est pas suffisante pour couvrir les charges de personnels, les charges financières et les dotations aux amortissements	15
			15	La valeur ajoutée est suffisante pour couvrir les charges de personnels, les charges financières et les dotations aux amortissements	
B. Permettre l'installation de jeunes sur des navires en bon état	30	Expertise du navire	0	Mauvais état	30
			15	Etat moyen	
			30	Bon état	
C. Améliorer la performance sociale des entreprises	30	Création d'emplois	10	Un seul emploi, celui du jeune qui s'installe	30
			20	Deux emplois, dont le jeune qui s'installe	
			30	Trois emplois et plus, dont le jeune qui s'installe	
TOTAL	90	Total			90
		Note éliminatoire <30			

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE III – GRILLE DE SELECTION POUR LES INVESTISSEMENTS COLLECTIFS ET PROJETS INNOVANTS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		Maxi
A. Intérêt collectif	25	L'opération concerne un nombre significatif d'entreprises du secteur d'activité ciblé (≥ 5%)	0	Non	25
			25	Oui	
B. Améliorer les performances économiques des entreprises	25	L'opération permet d'améliorer la rentabilité des entreprises (basé sur un argumentaire détaillé du demandeur)	0	Non	10
			10	Oui	
		Le projet permet d'améliorer la valorisation produits pêchés : (a) Diversification des espèces pêchées et/ou de la pratique de pêche (b) Diversification des marchés ciblés (c) Amélioration de la qualité des produits pêchés (d) Certification ou labellisation des produits pêchés (SIQO, écolabel, marque collective ...)	0	Non	15
			5	Oui, grâce à 1 volet	
			15	Oui grâce à 2 volets	
C. Attractivité de la filière	25	Amélioration des conditions de travail, de la santé et/ou de la sécurité	0	Non	25
			15	Oui - basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	
			25	Oui - l'opération permet une amélioration des conditions de travail, santé/sécurité d'après la bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. CARSAT, ergonomes, organisme scientifique ou technique)	
D. Améliorer la performance environnementale des entreprises	25	Le projet permet d'améliorer les performances environnementales de l'entreprise grâce à : (a) l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures ou équipements (dont carburant) (b) la réduction des déchets / rejets (ex : sélectivité) (c) la valorisation des déchets / rejets (dont coproduits et captures non désirées) (d) le recours à des équipements issus de l'économie circulaire (e) le recours à une énergie vertueuse (f) des investissements visant à obtenir une certification environnementale (g) à d'autres actions réduisant l'impact négatif ou améliorant l'impact positif de l'activité sur l'environnement (ex : impacts sur les fonds marins, etc.)	0	Non	25
			15	Oui, grâce à 1 volet	
			25	Oui, grâce à 2 volets et plus	
Total	100	Total			100
Note éliminatoire < 50/100					

ANNEXE IV – GRILLE DE SELECTION POUR LES PROJETS PORTUAIRES

Stratégie régionale	Poids	Critères de sélection	Notation	Maxi
---------------------	-------	-----------------------	----------	------

V1 validée le XX/XX/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et 14/03/2022 (Instance partenariale régionale)

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

A. Amélioration de la performance environnementale	20	Prise en charge de l'ensemble des produits débarqués (y compris co-produits, captures non désirées, etc.)	0	Non	10
			10	Oui - basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	
		Contribution à la transition écologique des ports et à la réduction de l'incidence des activités portuaires sur l'environnement	0	Non	10
			10	Oui : - pour les projets sollicitant moins de 400 000 € d'aide publique : basé sur un argumentaire technique du demandeur dont la recevabilité sera jugée par le SI; - pour les projets sollicitant 400 000 € d'aide publique, ou plus : basé sur une bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. société de certification, organisme scientifique ou technique)	
B. Attractivité de la filière	20	Amélioration des conditions de travail et de sécurité dans les ports de pêche	0	Non	20
			20	Oui : - pour les projets sollicitant moins de 400 000 € d'aide publique : basé sur un argumentaire technique du demandeur dont la recevabilité sera jugée par le SI; - pour les projets sollicitant 400 000 € d'aide publique, ou plus : basé sur une bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. CARSAT, ergonome, organisme scientifique ou technique)	
C. Amélioration de la prise en charge des produits tout en ayant une coordination à l'échelle régionale	60	Création ou amélioration de synergies entre les infrastructures portuaires à l'échelle régionale	0	Non (investissement redondant, non concerté, simple remplacement...)	30
			15	Oui, l'investissement est cohérent avec les autres équipements existants à l'échelle de la façade (ex.: nouveau, complémentaire...)	
			30	Oui, l'investissement est cohérent et peut-être mutualisé (ex.: sert à plusieurs ports...)	
		Amélioration de la prise en charge des produits et valorisation de la qualité assurée par le producteur	0	Non	30
			15	Oui, l'investissement permet d'améliorer la prise en charge des produits et la qualité tout en assurant le maintien de l'activité ou des services existants	
			30	Oui, l'investissement permet d'améliorer la prise en charge des produits et la qualité tout en assurant une progression de l'activité ou des services existants	
Total	100	Total			100
Note éliminatoire < 40/100					

ANNEXE V – GRILLE DE SELECTION POUR LES PROJETS COLLECTIFS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		maxi
A. Des projets de qualité	20	Qualité du consortium et de l'organisation : compétences et disciplines variées et complémentaires ; répartition claire des rôles et des tâches ; calendrier détaillé prévoyant des jalons intermédiaires, livrables identifiés	0	Non	10
			10	Oui	
		Qualité du projet : les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu	0	Non	10
			10	Oui	
B. Des projets pertinents pour le territoire	50	Réponse aux principaux enjeux de la filière pêche ligérienne :	0	Non	40

V1 validée le XX/XX/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et 14/03/2022 (Instance partenariale régionale)

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

		*lutte contre le changement climatique et diminution/quantification des impacts environnementaux ou anthropiques sur les milieux aquatiques *attractivité du métier *valorisation des produits	40	Oui	
		Innovation produit ou procédé, montrant des perspectives réelles sur le marché	0	Non	10
			10	Oui	
C. Dimension collective	30	Le projet prévoit une diffusion des résultats notamment à destination des filières (actes de colloques, supports de formation, résultats d'étude, newsletter professionnelle, etc.)	0	Non	10
			10	Oui	
		Les professionnels sont associés au projet (partenaires ou membres COPIL/COTECH)	0	Non	20
			5	Association d'entreprise(s) privée(s)	
			20	Association d'une structure collective	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 75/100					

REGION PAYS DE LA LOIRE
Objectif spécifique 1.2 - Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou en modernisant les moteurs des navires de pêche
<p>Stratégie en Région</p> <p>La pêche ligérienne, avec ses 370 navires maritimes et 70 bateaux fluviaux, a déjà pris part dans la lutte contre le réchauffement climatique. Celle-ci sera renforcée dans le cadre du FEAMPA.</p> <p>Pour aider la filière à continuer de participer aux objectifs environnementaux, la stratégie régionale prévoit de prioriser son soutien au titre du FEAMPA sur la remotorisation et la modernisation des moteurs des navires de pêche selon les conditions définies dans le règlement FEAMPA.</p>
<p>Références réglementaires</p> <p>Article 18 du règlement (UE) 2021/1139</p>
<p>Types d'actions concernés (TA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissement dans la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique (moteurs)
<p>Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations</p> <p>Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.paysdelaloire.fr</p> <p>Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises bénéficiant des codes NAF 0311Z (pêche en mer) ou 0312Z (pêche en eau douce) <p>Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les opérations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence des dépenses présentées avec le plan d'entreprise - Pour les opérations concernant des navires de pêche maritime : navires immatriculés dans un quartier maritime ligérien - Pour les opérations concernant des navires de pêche en eaux intérieures : porteurs ayant des autorisations de pêche sur les plans et cours d'eau ligériens (exemple : lots) et dont le siège social est en Région Pays de la Loire
<p>Critères de sélection</p> <p>La sélection s'appuie sur une grille de notation (annexée pour information) faisant appel aux critères de sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le porteur est un nouvel installé - Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices - Amélioration des conditions de travail, de la santé et/ou de la sécurité - Amélioration de l'efficacité énergétique du navire - Changement de type de propulsion pour un moteur plus propre
<p>Intensité d'aide publique</p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique est unique et de 30 % du montant total des dépenses éligibles.</p>
<p>Taux de contribution du FEAMPA</p> <p>70% des aides publiques</p>

Indicateurs de résultat

- Consommation d'énergie entraînant une réduction des émissions de CO2

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS**ANNEXE – GRILLE DE SELECTION**

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		Maxi
A. Favoriser l'installation	10	Le porteur est un nouvel installé <i>(a créé son entreprise il y a moins de 5 ans avant la demande d'aide)</i>	Non	0	10
			Oui	10	
B. Améliorer les performances économiques des entreprises	20	Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices	Non	0	20
			Oui (ou nouvel installé)	20	
C. Améliorer les performances sociales des entreprises	30	Amélioration des conditions de travail, de la santé et/ou de la sécurité	Non	0	30
			Oui, basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	10	
			Oui - l'opération permet une amélioration des conditions de travail, santé/sécurité d'après la bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. CARSAT, ergonomes, organisme scientifique ou technique)	30	
D. Améliorer les performances environnementales des entreprises	40	Amélioration de l'efficacité énergétique du navire <i>(à effort de pêche constant)</i>	Non	0	30
			Oui, entre 0 et 5%	5	
			Oui, entre 5 et 10%	10	
			Oui, entre 10 et 15%	20	
			Oui, 15% et plus (ou utilisation d'une nouvelle technologie)	30	
		Changement de type de propulsion pour un moteur	Non	0	10
			Oui	10	
Total	100	Total			100
Note éliminatoire <30					

REGION PAYS DE LA LOIRE

Objectif spécifique 1.6 - Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques

Stratégie en Région

Consciente des enjeux de bon état écologique des écosystèmes marins, la pêche ligérienne souhaite réduire son impact, tant sur la ressource halieutique que sur les fonds marins.

Pour aider les professionnels à réaliser cette ambition, la stratégie retenue en région prévoit d'axer le soutien du FEAMPA vers :

- Les processus innovants pour améliorer la sélectivité des engins de pêche ;
- Les processus innovants pour limiter l'impact des engins de pêche sur le milieu marin (sol, faune et flore) ;
- Les processus innovants pour réduire les rejets de captures non désirées.

Références réglementaires

Article 25 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernés (TA)

- Innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin

Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.paysdelaloire.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les bénéficiaires

- Les entreprises ou groupement d'entreprises de pêche, dans le cadre d'un partenariat avec un organisme de recherche ou un institut ou un centre technique ;
- Les concessionnaires des ports de pêche et les gestionnaires des halles à marée ;
- Les organismes de recherche ou établissements d'enseignement et de recherche ; - Les instituts et centres techniques ;
- Les structures qui exercent, défendent, ou promeuvent la filière pêche professionnelle, dont comité régional des pêches, organisation de producteurs (OP), association d'OP, association, syndicat professionnel, etc.
- Les collectivités territoriales et leurs groupements qui portent et financent un projet pour un usage collectif.

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les opérations

Les actions éligibles sont celles relevant de la stratégie régionale et qui concernent uniquement le territoire des Pays de la Loire et respectent les conditions suivantes : - Etudes préalables au développement ;

- Développement ou amélioration de prototype ;
- Actions collectives associant au moins un professionnel ou structure professionnelle ligérienne.
- La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans

Critères de sélection

La sélection s'appuie sur une grille de notation (annexée pour information) faisant appel aux critères de sélection suivants :

- Qualité du consortium et de l'organisation ;
- Qualité du projet : moyens humains, matériels et financiers adaptés aux objectifs dans le temps prévu ;
- Innovation produit ou procédé permettant de diminuer l'impact de l'activité sur l'environnement marin et montrant des perspectives réelles sur la filière et/ou sur le marché ;
- Le projet prévoit une diffusion des résultats notamment à destination des filières ; - Professionnels associés au projet.

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire.

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE – GRILLE DE SELECTION

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	No ation		maxi
A. Des projets de qualité	40	Qualité du consortium et de l'organisation : compétences et disciplines variées et complémentaires ; répartition claire des rôles et des tâches ; calendrier détaillé prévoyant des jalons intermédiaires, livrables identifiés	0	Non	20
			20	Oui	
		Qualité du projet : les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu	0	Non	20
			20	Oui	
B. Caractère innovant	10	Innovation produit ou procédé permettant de diminuer l'impact de l'activité sur l'environnement aquatique et montrant des perspectives réelles sur la filière et/ou sur le marché	0	Non	10
			10	Oui	
C. Dimension collective	50	Le projet prévoit une diffusion des résultats notamment à destination des filières (actes de colloques, supports de formation, résultats d'étude, etc.)	0	Non	10
			10	Oui	
		Les professionnels sont associés au projet (partenaires et ou membres COPIL/COTECH)	0	Non	40
			10	Association d'entreprise(s) privée(s)	
			40	Association d'une structure collective	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 60/100					

REGION PAYS DE LA LOIRE

Objectif spécifique 2.1 - Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental

Stratégie en Région

L'aquaculture ligérienne est une source de produits alimentaires sains et locaux, plébiscités par les consommateurs. La conchyliculture en particulier est une filière rentable et pourvoyeuse d'emplois, qui génère une activité à l'année sur le littoral et participe, avec la pêche, à l'attractivité touristique de ces territoires. **L'ambition collective est de développer la production aquacole régionale en équilibre avec le marché, à destination de la consommation**, dans l'optique d'améliorer l'autonomie alimentaire et de réduire les importations. Cette production aquacole, notamment algale, doit également trouver sa place sur les marchés de la **bioéconomie** (agroalimentaire, cosmétique, plastiques, chimie verte, énergie, etc.) dont les perspectives de développement sont encourageantes. Ce développement doit se faire dans le **respect des travailleurs, de l'environnement et du bien-être animal**.

Pour réaliser cette ambition, la stratégie retenue en région prévoit d'axer le soutien du FEAMPA vers :

- L'installation de nouveaux dirigeants qui créent de nouvelles entreprises ou reprennent des entreprises existantes.
- L'amélioration de la performance économique, sociale et environnementale des entreprises, en favorisant le maintien du tissu actuel d'entreprises diversifiées. Compte-tenu des aléas qui pèsent sur ces productions réalisées en milieu ouvert, il est nécessaire de continuer à accompagner la modernisation des outils et infrastructures de production dans une optique de compétitivité.
- Les opérations collectives de mise en réseau, amélioration des connaissances ou innovation qui contribuent elles-aussi à l'amélioration de la performance économique, sociale et environnementale de la filière. Une attention particulière est accordée aux travaux portant sur la gestion des risques, qu'ils soient sanitaires, zoosanitaires, environnementaux ou climatiques.
- La valorisation des produits régionaux par des démarches de certification de la qualité ou de la durabilité ou par la prise en compte des nouveaux modes de commercialisation (dont la vente directe) et de consommation.

Références réglementaires

Articles 26 et 27 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernés (TA)

- Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles
- Installation aquacole
- Recherche et innovation
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières

Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.paysdelaloire.fr

Critères spécifiques (hors critères règlementaires) portant sur les bénéficiaires

1) Sont éligibles au titre des investissements individuels ou collectifs en lien avec l'activité de production aquacole (TA : Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles ; Installation aquacole) :

- Les entreprises aquacoles et leurs groupements, dont l'activité concerne à titre principal l'élevage ou la culture d'organismes aquatiques (poissons, mollusques, crustacés, échinodermes, grenouilles, algues et cyanobactéries), ces productions étant destinées ou non au marché de l'alimentation humaine (rappel : aquariophilie et corailculture inéligibles). Cas particulier des pisciculteurs en étang qui n'auraient pas un code NAF 03.2 : le chiffre d'affaires doit provenir à 50% au moins de l'activité aquacole.
- Les structures qui exercent, défendent ou promeuvent la filière aquacole dont CRC, organisation de producteurs (OP), association d'OP, association, syndicat professionnel et autres groupements d'entreprises (ex. GIE)
- Les collectivités territoriales et leurs groupements

- Les établissements de formation aquacole, sous réserve que le projet se rapporte à leur activité de production donnant lieu à commercialisation et dans la mesure où (a) le budget de l'exploitation fait l'objet d'une division séparée au sein de celui de leur établissement de formation (cf. instruction technique du ministère de l'Agriculture du 24/03/14) et (b) ils peuvent être considérés comme des entreprises au sens de l'UE

2) Sont éligibles au titre des opérations collectives de mise en réseau, amélioration des connaissances, innovation (TA : Recherche et innovation ; Actions collectives, communication, médiation et animation des filières) :

- Les structures qui exercent, défendent ou promeuvent la filière aquacole dont CRC, organisation de producteurs (OP), association d'OP, association, syndicat professionnel et autres groupements d'entreprises (ex. GIE)
- Les organismes de recherche ou établissements d'enseignement et de recherche
- Les instituts et centres techniques
- Les établissements de formation aquacole
- Les entreprises ou groupement d'entreprises aquacoles, dans le cadre d'un partenariat avec un organisme de recherche ou un institut/centre technique ou un établissement de formation

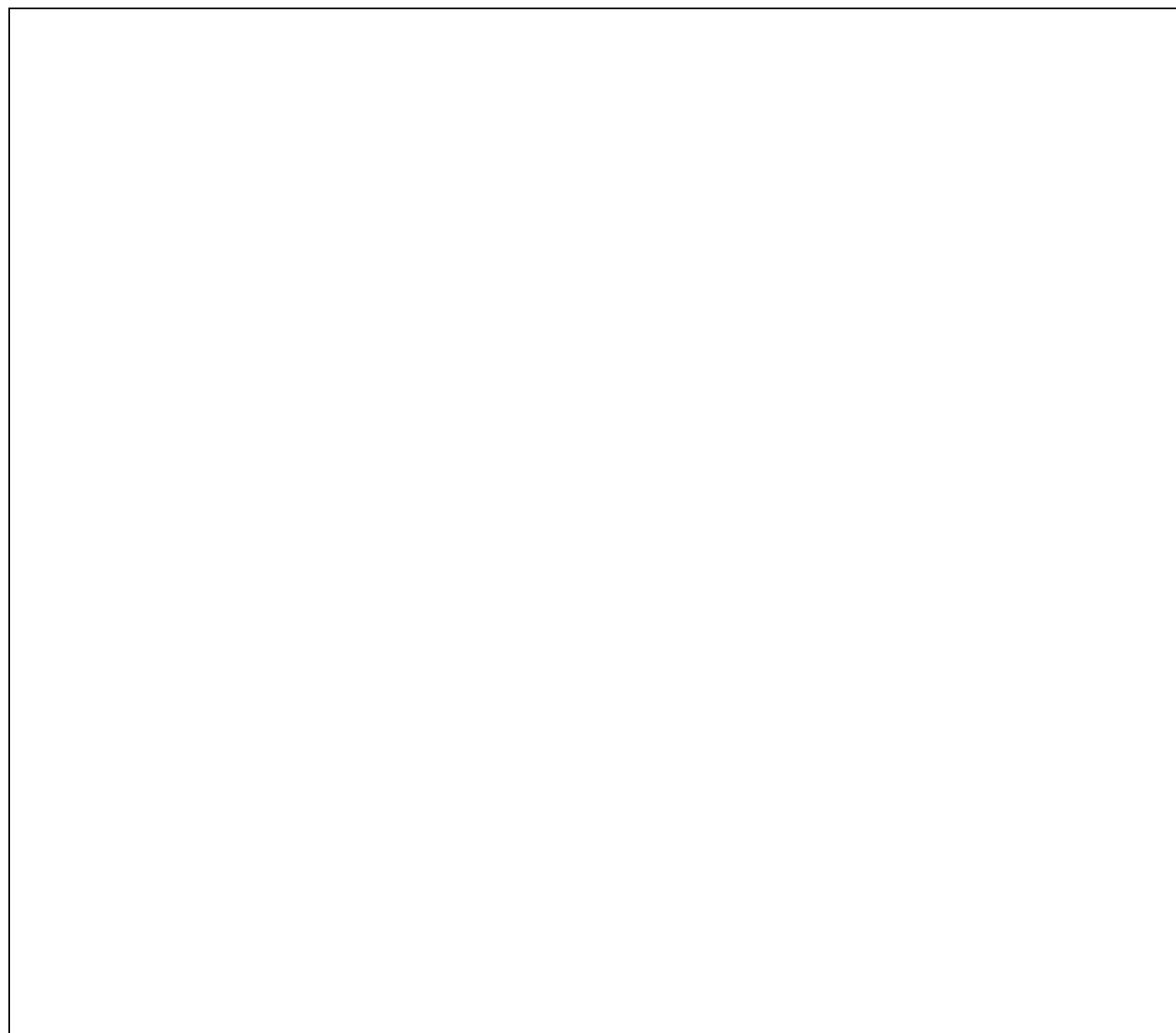
Critères spécifiques (hors critères règlementaires) portant sur les opérations

1) Pour les investissements individuels ou collectifs en lien avec l'activité de production aquacole - ou dans la continuité de celle-ci pour les projets de diversification, les conditions d'éligibilité régionales sont :

- Pour tous : démonstration du lien avec le Plan Aquacultures d'Avenir
- Pour les investissements individuels : cohérence des dépenses présentées avec le plan d'entreprise ; maximum 2 dossiers déposés par SIREN pour la programmation (contrôle fait pour les seuls dossiers déposés en Pays de la Loire)
- Pour les investissements collectifs : démonstration du lien avec une demande professionnelle locale

2) Pour les opérations collectives de mise en réseau, amélioration des connaissances ou innovation en matière d'aquaculture, les conditions d'éligibilité régionales sont :

- Démonstration du lien avec le Plan Aquacultures d'Avenir
- Au moins une entité professionnelle est impliquée dans le projet (entreprise ou structure professionnelle), en tant que chef de file ou partenaire ou acteur associé dans le cadre d'une collaboration
- Maximum de quatre partenaires présentant des dépenses
- La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans



Critères de sélection

La sélection s'appuie sur des grilles de notation (annexées pour information) faisant appel aux critères de sélection suivants :

1) Pour les investissements individuels en lien avec l'activité de production aquacole (TA : Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles ; Installation aquacole)

- Le porteur est un nouvel installé et bénéficie de la formation ou de l'expérience adaptée
- Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices
- Résilience : au moins un investissement permet de faire face aux risques sanitaires, zoonosés, environnementaux ou climatiques
- Diversification : des espèces en élevage, des pratiques d'élevage, des marchés ciblés, des méthodes de vente, du positionnement marché - Création d'emplois salariés
- Amélioration des conditions de travail sur le plan de la santé, de la sécurité et du bien-être
- Amélioration de l'impact de l'activité sur l'environnement (voir détail en annexe)

2) Pour les investissements collectifs en lien avec l'activité de production aquacole (TA : Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles)

- L'opération bénéficie à un nombre significatif d'entreprises du secteur d'activité ciblé
- L'opération permet d'améliorer la performance économique des entreprises du secteur ciblé : rentabilité / prise en compte des risques sanitaires, zoonosés, environnementaux ou climatiques / diversification
- L'opération permet l'implantation de nouvelles entreprises à court terme ou favorise la valorisation des entreprises existantes et l'attractivité du métier
- L'opération permet d'améliorer les conditions de travail sur le plan de la santé, de la sécurité et du bien-être
- L'opération prend en compte ou permet d'améliorer l'impact du secteur ciblé sur l'environnement

3) Pour les opérations collectives de mise en réseau, amélioration des connaissances ou innovation en matière d'aquaculture (TA : Recherche et innovation ; Actions collectives, communication, médiation et animation des filières)

- Qualité du consortium et de l'organisation (compétences et disciplines variées et complémentaires / répartition claire des rôles et des tâches / calendrier détaillé prévoyant des jalons intermédiaires / livrables identifiés)
- Qualité du projet (moyens humains, matériels et financiers adaptés aux objectifs dans le temps prévu)
- Projet répondant aux principaux enjeux des filières aquacoles ligériennes (qualité de l'eau / gestion des risques / attractivité du métier / valorisation des produits / diminution de l'impact environnemental)
- Innovation produit ou procédé, montrant des perspectives réelles sur le marché
- Diffusion des résultats notamment à destination des filières
- Professionnels associés au projet

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire.

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Emplois créés
- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE I – GRILLE DE SELECTION POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDIVIDUELS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		maxi
A. Favoriser l'installation	16	Le porteur est un nouvel installé et bénéficie de la formation ou de l'expérience adaptée	0	Non	16
			16	Oui	
B. Améliorer la performance économique des entreprises	28	Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices	0	Non	14
			14	Oui (ou nouvel installé)	
		Résilience : au moins un investissement permet de faire face aux risques sanitaires, zoosanitaires, environnementaux ou climatiques	0	Non	10
			10	Oui	
		Diversification : des espèces en élevage, des pratiques d'élevage, des marchés ciblés, des méthodes de vente, du positionnement marché (dont adhésion à un signe officiel de qualité hors bio AOP / IGP / STG / Label Rouge)	0	Non	4
			4	Oui	
C. Améliorer la performance sociale des entreprises	28	Création d'emplois salariés	0	Non	14
			7	Oui, < 1/10e des emplois initiaux (y compris gérant)	
			14	Oui, ≥ 1/10e des emplois initiaux (y compris gérant)	
		Amélioration des conditions de travail sur le plan de la santé, de la sécurité et du bien-être	0	Non	14
			7	Oui, basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	
			14	Oui, basé sur la bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou l'expertise d'un tiers indépendant (ex. ARACT, CARSAT, ergonome, MSA, organisme scientifique ou technique)	
D. Améliorer la performance environnementale des entreprises	28	Amélioration de l'impact de l'activité sur l'environnement : (a) Efficacité énergétique des infrastructures ou équipements (y compris carburant) (b) Réduction des déchets - co-produits / rejets (c) Valorisation des déchets - co-produits / rejets (d) Equipements issus de l'économie circulaire(e) (e) Recours à une énergie vertueuse (ex. énergie renouvelable pour autoconsommation, cogénération, valorisation chaleurs fatales) (f) Investissements visant à obtenir une certification environnementale (ex. bio, N&P, ASC) ou étang piscicole géré selon les bonnes pratiques ligériennes (g) Autres actions réduisant l'impact négatif ou améliorant l'impact positif de l'activité sur	0	Non	28
			10	1 volet	
			20	2 volets	

		l'environnement (ex. restauration des milieux, protection des écosystèmes, aquaculture multitrophique, réduction antibiotiques)	28	3 volets et +	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 30/100					
Pour bénéficier de la bonification du % d'aide publique, le dossier doit obtenir 14 points ou + sur chacun des blocs B, C et D					

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE II – GRILLE DE SELECTION POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS COLLECTIFS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		maxi
A. Intérêt collectif	25	L'opération bénéficie à un nombre significatif d'entreprises du secteur d'activité ciblé (≥ 5%)	0	Non	25
			25	Oui	
B. Améliorer la performance économique du secteur ciblé	25	L'opération permet (a) d'améliorer la rentabilité des entreprises ciblées (basé sur un argumentaire détaillé du demandeur) (b) une prise en compte des risques sanitaires, zoonosantaires, environnementaux ou climatiques (c) la diversification des entreprises ciblées (des espèces en élevage, des pratiques d'élevage, des marchés ciblés, des méthode de vente, du positionnement marché)	0	Non	25
			20	Oui, 1 volet	
			25	Oui, 2 volets et +	
C. Améliorer la performance sociale du secteur ciblé	25	L'opération permet l'implantation de nouvelles entreprises à court terme (N+1 à l'issue de la fin du projet) ou favorise la valorisation des entreprises existantes et l'attractivité du métier	0	Non	10
			10	Oui	
		L'opération permet d'améliorer les conditions de travail sur le plan de la santé, de la sécurité et du bien-être	0	Non	15
			10	Oui, basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	
			15	Oui, basé sur la bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou l'expertise d'un tiers indépendant (ex. ARACT, CARSAT, ergonomes, MSA, organisme scientifique ou technique)	
D. Améliorer la performance environnementale du secteur ciblé	25	L'opération prend en compte ou permet d'améliorer l'impact du secteur ciblé sur l'environnement : (a) Efficacité énergétique des infrastructures ou équipements (y compris carburant) (b) Réduction des déchets - co-produits / rejets (c) Valorisation des déchets - co-produits / rejets (d) Equipements issus de l'économie circulaire(e) Recours à une énergie vertueuse (ex. énergie renouvelable	0	Non	25
			10	Oui, 1 volet	

V1 validée le XX/XX/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et 14/03/2022 (Instance partenariale régionale)

		pour autoconsommation, cogénération, valorisation chaleurs fatales) (f) Investissements permettant aux entreprises d'obtenir une certification environnementale (ex. bio, N&P, ASC) (g) Autres actions réduisant l'impact négatif ou améliorant l'impact positif de l'activité sur l'environnement (ex. intégration paysagère, restauration des milieux, protection des écosystèmes)	20	Oui, 2 volets	
			25	Oui, 3 volets et +	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 45/100					

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE III – GRILLE DE SELECTION POUR LES OPERATIONS COLLECTIVES DE MISE EN RESEAU, AMELIORATION DES CONNAISSANCES OU INNOVATION

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		maxi
A. Des projets de qualité	20	Qualité du consortium et de l'organisation : compétences et disciplines variées et complémentaires ; répartition claire des rôles et des tâches ; calendrier détaillé prévoyant des jalons intermédiaires, livrables identifiés	0	Non	10
			10	Oui	
		Qualité du projet : les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu	0	Non	10
			10	Oui	
B. Des projets pertinents pour le territoire et/ou innovants	50	Réponse aux principaux enjeux des filières aquicoles ligériennes : *qualité de l'eau *gestion des risques (sanitaires, zoonosaires, environnementaux, climatiques ou prédation) *attractivité du métier (installation ; condition de travail) *valorisation des produits *diminution de l'impact environnemental	0	Non	40
			40	Oui	
		Innovation produit ou procédé, montrant des perspectives réelles sur le marché	0	Non	10
			10	Oui	
C. Dimension collective	30	Le projet prévoit une diffusion des résultats notamment à destination des filières (actes de	0	Non	10

V1 validée le XX/XX/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et 14/03/2022 (Instance partenariale régionale)

		colloques, supports de formation, résultats d'étude, newsletter professionnelle, etc.)	10	Oui	
		Les professionnels sont associés au projet (partenaire ou membre COPIL/COTECH)	0	Non	20
			5	Association d'entreprise(s) privée(s)	
			20	Association d'une structure collective	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 75/100					

REGION PAYS DE LA LOIRE

Objectif spécifique 2.2 - Promouvoir la commercialisation, la qualité et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits

Stratégie en Région

Les entreprises de commercialisation et de transformation des produits halieutiques font face à des enjeux connus de longue date (rendre ces métiers plus attractifs, moderniser les moyens de production et de commercialisation, valoriser les prises accessoires et co-produits, diminuer les incidences environnementales des activités, développer des process et produits innovants...) mais également à de nouvelles évolutions (exigences de plus en plus fortes des consommateurs en matière de qualité, praticité, traçabilité des produits, nécessité d'une prise en compte du changement climatique, développement des achats en criées à distance, besoin d'articulation entre les différents maillons de la filière, gestion des impacts du Brexit...).

Dans ce contexte, les projets portuaires, ceux des entreprises de commercialisation et de transformation mais également les programmes collectifs qui répondent aux enjeux cités ci-dessus méritent d'être soutenus par le FEAMPA.

Plus particulièrement, la stratégie de la Région des Pays de la Loire se décline selon les 4 grands axes qui suivent :

- Favoriser les projets de transformation et de commercialisation des produits de la pêche ou de l'aquaculture pouvant être qualifiés de « proximité » ;
- Renforcer la performance économique des entreprises en soutenant la création de valeur ajoutée (labellisation des produits, création de marques collectives, obtention de certifications, développement de nouveaux marchés rémunérateurs, différenciation par la qualité...) ainsi que la communication auprès des consommateurs ;
- Encourager les procédés de commercialisation et de transformation respectueux de l'environnement et allant au-delà des exigences réglementaires (utilisation de matériaux recyclables, réduction et valorisation des déchets, amélioration de l'efficacité énergétique, recirculation de l'eau...) ;
- Conforter les projets créateurs d'emplois et améliorant les conditions de travail et de sécurité.

Références réglementaires

Article 26 du règlement (UE) 2021/1139

Article 28 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernés (TA)

- Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation - Recherche et innovation
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières

Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.paysdelaloire.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les bénéficiaires Les

bénéficiaires devront présenter un SIRET en Pays de la Loire.

- Entreprises de transformation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture (et leurs groupements) répondant à la définition des PME au sens de l'UE ; les entreprises qui ciblent des marchés finaux hors consommation humaine sont éligibles à condition qu'elles transforment des produits ou coproduits locaux ;
- Concessionnaires de port de pêche et gestionnaires de halle à marée ;
- Organisations de producteurs (OP) et associations d'OP ;
- Structures qui exercent, défendent ou promeuvent les filières pêche - aquaculture (dont Comités des pêches, Comités de la Conchyliculture, syndicats professionnels, associations agréées ou comité de pêcheurs professionnels en eau douce, structures interprofessionnelles) ;
- Organisme de Défense et de Gestion ;
- Collectivités territoriales et leurs groupements.
- Les organismes scientifiques et techniques

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) portant sur les opérations

- 1) Pour les investissements individuels ou collectifs en lien avec la commercialisation et la transformation des produits et co-produits de la pêche et de l'aquaculture ainsi que des prises accessoires :
 - Dans le cas de projets visant des marchés hors consommation humaine, une obligation de transformation de produits ou coproduits locaux sera nécessaire.
 - Pour les dossiers individuels : vérification de la cohérence des dépenses présentées avec le plan d'entreprise
- 2) Pour les investissements portuaires relatifs à la traçabilité des produits et aux équipements numériques :
 - Le projet doit porter sur un port équipé d'une halle à marée, ou doit contribuer directement à la mise en réseau entre un port équipé d'une halle à marée et un ou plusieurs points de débarquement ;
 - Dans le cas de projets portant sur la traçabilité des produits, l'investissement devra être réalisé à la suite d'une concertation avec les acheteurs et mareyeurs.
- 3) Pour les opérations collectives de mise en réseau, amélioration des connaissances ou innovation les conditions d'éligibilité régionales sont :
 - Au moins une entité professionnelle est impliquée dans le projet (entreprise ou structure professionnelle), en tant que chef de file ou partenaire ou acteur associé dans le cadre d'une collaboration -La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans

Critères de sélection

La sélection s'appuie sur des grilles de notation (annexées pour information) faisant appel aux critères de sélection suivants :

1) Projets d'investissements individuels ou collectifs

- Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices ; -
Le projet permet de valoriser les produits grâce à :
 - (a) l'utilisation de produits certifiés ou labellisés (y/c marque collective) et/ou l'amélioration de la qualité des produits finis (dont labellisation / certification)
 - (b) l'émergence de nouveaux marchés rémunérateurs ou la diversification de la gamme de production -
Le projet améliore les conditions de travail - Création d'emplois salariés
- Le projet permet d'améliorer les performances environnementales de l'entreprise (voir détail en annexe) -
Le projet concerne des produits de proximité

2) Projets de communication

- Les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu
- L'amélioration de la valorisation des produits et développement de nouveaux marchés - Le développement de l'attractivité des filières
- L'opération a des retombées collectives pour le secteur ciblé

3) Projets portuaires

- Prise en charge de l'ensemble des produits débarqués
- Contribution à la transition écologique des ports et à la réduction de l'incidence des activités portuaires sur l'environnement
- Amélioration des conditions et du temps de travail dans les ports de pêche
- Création ou amélioration de synergies entre les infrastructures portuaires à l'échelle régionale
- Amélioration de la prise en charge des produits et de la traçabilité

4) Projets innovation

- Qualité du consortium et de l'organisation (compétences et disciplines variées et complémentaires / répartition claire des rôles et des tâches / calendrier détaillé prévoyant des jalons intermédiaires / livrables identifiés)

- Qualité du projet (moyens humains, matériels et financiers adaptés aux objectifs dans le temps prévu)
- Réponse aux principaux enjeux de la transformation et de la commercialisation des produits halieutiques ligériens (Modernisation des moyens de transformation et de commercialisation / Attractivité du métier / Valorisation des prises accessoires et co-produits OU diminution des incidences environnementales des activités / Développer des process et produits innovants)
- Projet montrant des perspectives réelles sur le marché
- Diffusion des résultats notamment à destination des filières
- L'opération a des retombées collectives pour le secteur ciblé

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire.

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation -
Ensemble de données et conseils mis à disposition

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE I - GRILLE DE SELECTION POUR LES INVESTISSEMENTS INDIVIDUELS OU COLLECTIFS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation	Points	Maxi
A. Améliorer la performance économique des entreprises	30	Rentabilité : augmentation de l'EBE à l'horizon N+2 par rapport à la moyenne des 3 derniers exercices	Non	0	5
			Oui (ou création d'entreprise)	5	
		Le projet permet de valoriser les produits grâce à : (a) l'utilisation de produits certifiés ou labellisés (y/c marque collective) et/ou l'amélioration de la qualité des produits finis (dont labellisation / certification) (b) l'émergence de nouveaux marchés rémunérateurs ou la diversification de la gamme de production	Non	0	25
			Oui, grâce à 1 volet	15	
			Oui, grâce aux 2 volets	25	
B. Améliorer la performance sociale des entreprises	30	Le projet améliore les conditions de travail	Non	0	15
			Oui, basé sur un argumentaire technique du demandeur dont la recevabilité sera jugée par le SI	5	
			Oui : - pour les projets sollicitant moins de 400 000 € d'aide publique : basé sur un argumentaire technique du demandeur dont la recevabilité sera jugée par le SI; - pour les projets sollicitant 400 000 € d'aide publique, ou plus : basé sur une bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. CARSAT, ergonomes, organisme scientifique ou technique)	15	
		Création d'emplois salariés	Non	0	15
			Oui, moins de 1/10e des emplois initiaux (y compris gérants)	5	
			Oui, plus de 1/10e des emplois initiaux (y compris gérants)	15	
C. Améliorer les performances environnementales des entreprises	30	Le projet permet d'améliorer les performances environnementales de l'entreprise grâce à : (a) l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures ou équipements (b) la réduction des déchets / rejets (c) la valorisation des déchets / rejets (d) le recours à des équipements issus de l'économie circulaire (e) le recours à une énergie vertueuse (ex. énergie renouvelable pour autoconsommation, cogénération, valorisation chaleurs fatales) (f) des investissements visant à obtenir une certification environnementale (g) à d'autres actions réduisant l'impact négatif ou améliorant l'impact positif de l'activité sur l'environnement	Non	0	30
			Oui, grâce à 1 volet	10	
			Oui, grâce à 2 volets	20	
			Oui, grâce à trois volets et plus	30	
D. Utilisation de produits de proximité	10	Le projet concerne des produits de proximité (élevés ou débarqués* en Pays de la Loire) - sur la base du tableau d'achat des matières premières	Non ou <50% des matières premières halieutiques	0	10
			Oui entre 50% et 80% des matières premières halieutiques	5	
			Oui et ≥ 80% des matières premières halieutiques	10	
Total	100	Total			100
Note éliminatoire < 40/100 pour les projets individuels, et <30/100 pour les projets collectifs					
Pour les projets individuels : Bonification de 10% par critère surligné en vert dès lors que le projet atteint le nombre maximal de points, dans la limite de 50% d'aide publique totale					
* produits débarqués en Pays de la Loire = produits halieutiques débarqués, par les navires, sur les quais des ports ligériens.					

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE II – GRILLE DE SELECTION POUR LES PROJETS DE COMMUNICATION

V1 validée le XX/XX/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et 14/03/2022 (Instance partenariale régionale)

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		maxi
A. Qualité du projet	25	Les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu	0	Non	25
			25	Oui	
B. Réponse aux principaux enjeux de la transformation et de la commercialisation des produits halieutiques et aquacoles ligériens	50	*amélioration de la valorisation des produits et développement de nouveaux marchés	0	Non	50
		*développement de l'attractivité des filières	50	Oui	
C. Dimension collective	25	L'opération a des retombées collectives pour le secteur ciblé	0	Non	25
			25	Association d'une structure qui défend ou promeut la filière	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire <75/100					

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE III – GRILLE DE SELECTION POUR LES INVESTISSEMENTS PORTUAIRES

Stratégie régionale	Poids	Critères de sélection	Notation		Maxi
A. Amélioration de la performance environnementale	20	Prise en charge de l'ensemble des produits débarqués (y compris coproduits, captures non désirées, etc.)	0	Non	10
			10	Oui - basé sur un argumentaire technique du demandeur jugé recevable par le SI	
		Contribution à la transition écologique des ports et à la réduction de l'incidence des activités portuaires sur l'environnement	0	Non	10
			10	Oui : - pour les projets sollicitant moins de 400 000 € d'aide publique : basé sur un argumentaire technique du demandeur dont la recevabilité sera jugée par le SI; - pour les projets sollicitant 400 000 € d'aide publique, ou plus : basé sur une bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. société de certification, organisme scientifique ou technique)	
	20		0	Non	20

B. Amélioration de la performance sociale		Amélioration des conditions et du temps de travail dans les ports de pêche	20	Oui : - pour les projets sollicitant moins de 400 000 € d'aide publique : basé sur un argumentaire technique du demandeur dont la recevabilité sera jugée par le SI; - pour les projets sollicitant 400 000 € d'aide publique, ou plus : basé sur une bibliographie ou une norme ou un texte de loi ou un tiers expert indépendant (ex. CARSAT, ergonomes, organisme scientifique ou technique)	
C. Amélioration de la performance économique	60	Création ou amélioration de synergies entre les infrastructures portuaires à l'échelle régionale	0	Non (investissement redondant, non concerté, simple remplacement...)	30
			15	Oui, l'investissement est cohérent avec les autres équipements existants à l'échelle de la façade (ex.: nouveau, complémentaire...)	
			30	Oui, l'investissement est cohérent et peut-être mutualisé (ex.: sert à plusieurs ports...)	
		Amélioration de la prise en charge des produits et de la traçabilité	0	Non	30
			15	Oui, l'investissement permet d'améliorer la prise en charge des produits et la qualité tout en assurant le maintien de l'activité ou des services existants	
			30	Oui, l'investissement permet d'améliorer la prise en charge des produits et la qualité tout en assurant une progression de l'activité ou des services existants	
Total	100		Total		100
Note éliminatoire < 40/100					

PROJET POUR INFORMATION DES MEMBRES DU CNS

ANNEXE IV– GRILLE DE SELECTION POUR LES PROJETS INNOVANTS

Stratégie régionale	Poids	Critère de sélection	Notation		maxi
A. Des projets de qualité	20	Qualité du consortium et de l'organisation : compétences et disciplines variées et complémentaires ; répartition claire des rôles et des tâches ; calendrier détaillé prévoyant des jalons intermédiaires, livrables identifiés	0	Non	10
			10	Oui	
		Qualité du projet : les moyens humains, matériels et financiers sont adaptés aux objectifs dans le temps prévu	0	Non	10
			10	Oui	
B. Des projets pertinents pour le territoire	50	Réponse aux principaux enjeux de la transformation et de la commercialisation des produits halieutiques et aquacoles ligériens : *Modernisation des moyens de transformation et de commercialisation *Attractivité du métier * Valorisation des prises accessoires et co-produits /Diminution des incidences environnementales des activités *Développer des process et produits innovants	0	Non	40
			40	Oui	
		Projet montrant des perspectives réelles sur le marché	0	Non	10
			10	Oui	
C. Dimension collective	30	Le projet prévoit une diffusion des résultats notamment à destination des filières (actes de colloques, supports de formation, résultats d'étude, newsletter professionnelle, etc.)	0	Non	10
			10	Oui	
		L'opération a des retombées collectives pour le secteur ciblé	0	Non	20
			5	Association d'entreprise(s) privée(s)	
			20	Association d'une structure collective	
TOTAL	100	TOTAL			100
Note éliminatoire < 75/100					